

Print

## La présidence française maintient une liste de personnes à assassiner

De [Kumaran Ira](#)

Global Research, août 20, 2015

[wsws.org](http://www.wsws.org)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-presidence-francaise-maintient-une-liste-de-personnes-a-assassiner/5470253>

Au nom de la lutte contre le terrorisme, l'Etat français accélère ses opérations clandestines visant à exécuter des personnes ciblées sans forme de procès. François Hollande maintient une liste de cibles potentielles de personnes à tuer, qu'il discute régulièrement avec de hauts responsables de l'armée et du renseignement.

Ce programme de meurtre d'Etat, qui viole des droits constitutionnels fondamentaux dans un pays où la peine de mort est illégale, souligne la dégénérescence profonde de la démocratie bourgeoise. Alors que les guerres impérialistes se généralisent dans l'ancien empire colonial français et que la crise sociale se généralise en France, l'Etat revient vers des niveaux de criminalité connus lors de la guerre d'Algérie et du régime de Vichy.

La presse a révélé le programme d'assassinat mené par Paris – notamment dans les régions où la France a lancé des interventions militaires prétendument pour lutter contre le terrorisme, en Afrique et au Moyen Orient – et l'a applaudi.

Dans un article du 8 août intitulé « Guerre contre le terrorisme – Permis de tuer », *Le Point* a insisté que le président français a le droit de tuer une personne qui n'a pas été accusée, et encore moins reconnue coupable, d'un crime. Le magazine écrit, « L'État de droit a sa part d'ombre. Le président de la République a le droit de tuer, malgré l'abolition de la peine de mort. Monarque républicain, le chef des armées possède la faculté de baisser le pouce en décidant, seul et de sang-froid, de faire passer un homme de vie à trépas ».

Selon *Le Point*, « Ce droit est incontestable, parce qu'il n'est écrit nulle part. Et parce que son exercice n'est ni discuté, ni partagé, ni contrôlé ».

Selon *Slate*, la liste de cibles à assassiner maintenue par Hollande « regroupe les noms des terroristes et autres ennemis déclarés dont le président de la République autorise l'élimination sans autre forme de procès. C'est à dire leur mise à mort, sans sommation, n'importe quand, dès que les services secrets ou les officiers du renseignement militaire seront parvenus à les localiser ».

Ceci souligne la complicité de toute la classe politique bourgeoisie dans la création et la promotion en France d'un appareil étatique entraîné à commettre des assassinats politiques.

*Le Point* révèle l'existence d'un escadron de la mort au sein des renseignements français : « Les moyens humains de conduire de telles actions existent, avec une chaîne de commandement identifiée et entraînée, aboutissant soit à des forces discrètes, celles du Commandement des opérations spéciales (COS), soit à des unités clandestines appartenant au service Action de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Au sein même de cette dernière entité, il existe une unité plus mystérieuse et encore mieux cachée que les autres ».

Cette unité, dénommée « Alpha », fut créée aux années 1980 par le général Jean Heirich, le directeur des opérations de la DGSE, « pour enfouir leurs éventuelles actions dans les ténébreux replis du monde des ombres », selon *Le Point*.

Dans son livre récent, *Les Tueurs de la République*, le journaliste Vincent Nouzeille expose le programme d'assassinat de gouvernements français successifs. Pour avancer ses intérêts en Afrique et au Moyen Orient, l'Elysée dirige secrètement une campagne de meurtre d'Etat. Nouzeille révèle l'existence d'une cellule clandestine à l'intérieur du Service Action de la DGSE, dont les agents et les commandos sont formés à mener des assassinats ou « opérations homo » (homicide) autour des zones de conflit.

S'exprimant en avril auprès de *Sud Ouest*, il a dit : « Au sein du Service Action a été constituée au milieu des années 1980 une minicellule : la cellule Alpha, qui regroupe une dizaine de personnes. Des tueurs, les 'tueurs de la République'. Ils agissent sans que l'on puisse rattacher leur action aux services français. À ce Service Action s'est ajoutée une montée en puissance des forces spéciales, qui œuvrent dans des conflits déclarés, comme c'est le cas au Mali...Au sein de ces forces ont été constitués des mini-groupes de tireurs d'élite qui peuvent identifier et tuer un individu en quelques heures ».

Pendant la guerre menée par l'OTAN en 2011 pour renverser le régime du colonel Muammar Gaddafi en Libye, ces commandos ont aidé des islamistes liés à Al Qaïda à capturer, à torturer, et à exécuter Gaddafi. « Ce fut le cas en Libye, les forces spéciales sont intervenus en civil. Elles ont joué un rôle clé pour faire tomber le régime de Kadhafi », dit Nouzeille.

C'est sous Hollande et le PS que le rythme d'assassinats a été intensifié à un niveau jamais vu depuis la guerre d'Algérie de 1954-1962. Pendant cette guerre, des escadrons de la mort français ont assassiné des centaines de combattants algériens du Front de libération nationale.

Sous Hollande, plus d'une douzaine d'opérations homo ont été lancées entre 2012 et 2015. Selon Nouzeille, « Jamais les forces spéciales et le Service Action n'ont été employés autant qu'aujourd'hui. Pour des raisons de contexte, bien sûr. À partir de 2012, on voit apparaître une pratique beaucoup plus offensive, notamment pour les répliques ».

En mai, la France a assassiné au Mali Abdelkrim al-Targui, un Touarègue et dirigeant d'Al Qaïda dans le Maghreb islamique (AQMI), accusé d'avoir participé au meurtre de [deux journalistes](#) français dans le nord du Mali en novembre 2013. Un officier français a confié au *Point* : « Nous avons dû prendre pied au coeur des katibas touareg d'Aqmi. Pour comprendre le milieu, trouver le bon fil à tirer, attendre le moment favorable, il a fallu cinq mois ».

Le programme d'assassinats de Hollande souligne le caractère réactionnaire de Hollande et expose la banqueroute des forces telles que le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui ont appelé à voter Hollande au second tour des présidentielles de 2012. Ayant auparavant soutenu la guerre en Libye, ils maintiennent à présent un silence coupable sur les meurtres commis par l'Etat français.

On ne peut saisir l'importance politiques de ces meurtres qu'en examinant le contexte politique créé par l'escalade des guerres de l'OTAN et la montée des tensions sociales en France elle-même. En cherchant à recoloniser son « pré carré » africain, la classe dirigeante française craint également l'opposition sociale aux politiques d'austérité de l'Union européenne dans la classe ouvrière. Hollande est le président français le plus impopulaire depuis la Deuxième Guerre mondiale.

C'est en réponse à ces conditions que l'Etat développe une immense bureaucratie de répression meurtrière. Elle choisira ses cibles non seulement parmi les forces islamistes, dont beaucoup ont des liens étroits avec les renseignements occidentaux, dont la DGSE, comme l'a démontré la guerre en Libye, mais également au sein du peuple français, notamment contre l'opposition ouvrière.

Les révélations sur les opérations homo d'Hollande coïncident avec l'imposition d'une loi draconienne sur [la surveillance électronique](#) en France, qui donne de vastes pouvoirs aux services de renseignement et à la police pour espionner l'ensemble de la population.

**Kumaran Ira**

**Disclaimer:** The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article.

Copyright © Kumaran Ira, wsws.org, 2015